

David Bellamy (dir.), *Max Lejeune 1909-1995. Carrière politique d'un Picard*, Amiens, Encrage éditions, 2017, 276 p.

Gilles Candar



MAX LEJEUNE
 1909-1995
 Carrière politique d'un Picard
 Sous la direction de David Bellamy
 Couverture de Gérard Grandberg

encrage

Max Lejeune connut-il le bonheur en politique ? En tout cas, sa carrière politique fut longue et sans grandes traverses électorales. Il ne rencontra la défaite qu'en toute fin de parcours et à une seule occasion. Il est probable qu'il détient et détient encore plusieurs records de longévité. Il représenta un cas exemplaire de cumul des mandats et responsabilités puisqu'il fut député de la Somme de 1936 à 1940 et de 1945 à 1977, sénateur de 1977 à 1995, président du conseil général sitôt élu dans son canton (1945-1988), brièvement président du conseil régional de Picardie (1978-1979) auquel il appartient de 1973 à 1983, maire d'Abbeville (1947-1989), simple conseiller municipal d'opposition (1989-1995). Ironie du sort, ce furent des règlements de compte internes à son camp qui provoquèrent son seul échec lors des élections municipales de 1989 face à une liste de gauche, une gauche que localement il avait longtemps représentée.

Max Lejeune ne fut pas seulement un grand notable régional, il joua un rôle politique national, devenant ministre des Anciens combattants pendant un mois (1946-1947), puis sous-secrétaire d'État aux Forces armées sans grande interruption de février 1948 à août 1951 dans cinq gouvernements différents. Il retrouva ce même poste dans le gouvernement Guy Mollet (1956-1957) avant d'être nommé ministre du Sahara (1957-1958), portefeuille qu'il conserva dans le cabinet présidé par le général de Gaulle (1958-1959) après l'avoir très brièvement perdu dans l'éphémère cabinet Pflimlin, qui l'avait cependant réintégré *in extremis* au gouvernement comme ministre d'État. Ce passage ministériel de trois années (1956-1959) fut ambivalent : il marqua l'apogée de sa carrière nationale et conditionna sa mise à l'écart pour la suite et le repli sur ses bases picardes.

Le parlementaire de près de six décennies commença par être un militant, actif dans les Jeunesses socialistes dès 1929, avant de devenir le patron de la fédération de la Somme de la SFIO jusqu'à la fin de celle-ci en 1969. Exclu du Parti socialiste en 1972, il fonda et présida un petit parti, le Mouvement démocrate socialiste de France devenu en 1982 le Parti social-démocrate, partie prenante de l'Union pour la Démocratie française et dont la structure suivit les destinées diverses et compliquées des formations centristes en France. Sa mémoire fut servie par une biographie fournie et de qualité¹. Le présent livre est issu d'un colloque universitaire de deux

¹ Jean-Marc Binot, *Max Lejeune l'irréductible*, 2 tomes, Amiens, Martelle, 2002.

jours en novembre 2015 facilité par le dépôt et le classement de ses archives, comme l'explique Olivier de Solan.

Le titre choisi pour le livre met en valeur l'identité picarde du personnage. L'affirmation est habile, puisqu'elle permet d'éviter de qualifier politiquement cet homme de gauche passé à droite, par le malheur des temps aurait-on dit jadis. Elle est indéniable : né en Picardie, Max Lejeune suivit des études d'histoire et de géographie à Paris² avant de revenir dans son terroir se faire élire député à 27 ans. Le cœur de son fief électoral, Abbeville, est distant de moins de quarante kilomètres de son lieu de naissance. La première moitié du colloque est entièrement consacrée à « l'homme et l' élu local ». Les diverses communications se tiennent à l'écart d'une approche trop personnelle, mais démontrent la réussite de la rencontre entre l'homme et la population du territoire qui lui confie ses mandats. Les qualités relevées de Lejeune semblent classiques : gérer les problèmes sans les politiser, éviter les conflits idéologiques, maîtriser les dépenses et limiter l'endettement, tout en faisant avancer ses dossiers. Pour être en mesure de remplir son rôle, Lejeune est peut-être servi par son propre parcours politique. Il est à la fois un homme de la paix, puisque « paulfauriste » avant-guerre, après un passage étudiant parisien chez les « pivertistes », et un homme de la guerre, lieutenant dans l'artillerie pendant la campagne de France, prisonnier de guerre pendant cinq ans comme nombre de ses concitoyens. Patriote, sans avoir eu à souffrir de choix difficiles entre 1940 et 1945, mais aussi enfant du pays capable de parler picard en réunion publique, il représente le monde du travail comme socialiste et la jeunesse par son âge et même son patronyme ! Il peut incarner cette France qui se redresse et semble en effet longtemps symboliser la Reconstruction d'après-guerre aux yeux des Abbevillois. Il y parvient en associant la fermeté et la souplesse indispensables pour être élu et réélu dans des circonstances variées, avec un appoint modéré constant face aux communistes, adversaires continuels, sans trop craindre de ce fait la concurrence de candidatures conservatrices, gaullistes ou autres. Philippe Roger notamment, pour le cadre départemental, mais aussi Antoine Fournier, Léo Noyer-Duplaix et Rémi Lefebvre pour l'action municipale, s'emploient à décrire et, autant que possible à expliquer, les ressorts de cette réussite dans le cadre des IV^e et V^e Républiques avant les lois de décentralisation : un maire « intercesseur » qui s'entend à bien jouer son rôle entre l'administration d'État qu'il fréquente comme ministre ou parlementaire influent et le monde des petits notables ou des électeurs de sa ville et de sa région, au moment de l'apogée sans doute de la gestion dépolitisée et encore familière des grands notables, cimentée par une opposition commune au danger communiste.

La deuxième partie du livre est consacrée à l'homme politique national. L'approche choisie est de présenter celui-ci par le biais de ses diverses fonctions – député (Julien Cahon), sénateur (Fabien Conord) et ministre (Philippe Vial, Thomas Vaisset, Pierre Belmin) –, ainsi que par ses appartenances partidaires successives – le socialiste (Arnaud Dupin) puis le centriste (Philippe Nivet) –, alors qu'Anne-Laure Ollivier tente un parallèle entre Lejeune et Mitterrand, ce dernier, rival dès les origines (les prisonniers de guerre, le ministère des Anciens combattants), étant passé d'une

² Fils d'enseignants, Max Lejeune fréquenta le lycée public d'Amiens, avant de poursuivre ses études à Paris tout en gagnant sa vie comme surveillant ou maître d'internat. Parmi ses maîtres en histoire et géographie à la Sorbonne revient le plus souvent le nom d'Albert Mathiez (1874-1932), historien de la Révolution française et du jacobinisme.

certaine manière à l'inverse du premier du centrisme au socialisme. On pourrait craindre le caractère trop technique de ce découpage. Max Lejeune change-t-il vraiment de statut en passant du Palais-Bourbon au Palais du Luxembourg ? N'aurait-il pas mieux valu privilégier un questionnement autour de quelques thématiques essentielles : la colonisation, la décolonisation et notamment l'Algérie ? La question sociale ? Le clivage gauche-droite, les alliances et le refus de tout accord politique avec les communistes ? Peut-être la laïcité, le rapport à la culture, l'éducation ? Reconnaissons que les choix opérés n'empêchent pas ces questions d'émerger, avec les différences normales et saines d'appréciation entre communicants. On voit bien se dessiner le socle des convictions essentielles de Max Lejeune, que retrace en conclusion Gérard Grunberg. Nous pouvons nous entendre sur la présentation de ce grand notable républicain, de gauche par son attachement à quelques thèmes sociaux (logement, fiscalité, etc.) jusque dans son ultime période centriste, sans doute aussi par son adhésion à la forme classique de la démocratie représentative fondée sur le refus du présidentielisme et la défense des droits de la délibération parlementaire, son engagement pour l'instruction, les sports et la culture (création de l'Historial de Péronne), mais penchant de plus en plus nettement à droite en raison de sa conception, voire de son sentiment intime de l'État-nation. C'est trop peu de dire que Lejeune reste attaché à l'empire colonial de la France. En soi, cela ne le distinguerait pas tant que cela de nombre de ses collègues du parlement ou camarades de parti. Mais de fait, il l'est jusqu'à l'entêtement, cautionnant, voire préconisant les solutions de force, y compris les plus extrêmes (torture, exécutions sommaires...). Il n'envisage pas vraiment de voir ou d'entendre ce que demandent les peuples colonisés, ce qui aurait pu lui permettre d'évoluer comme d'autres tenants du réformisme colonial. Il se montre rétif aussi devant la construction européenne comme envers la décentralisation et les réformes régionales, mais les conséquences sont moins graves. Au fond, sur ces derniers sujets, il freine, mais il parvient à s'adapter. En revanche, le caractère « ultra » de son refus de la décolonisation est abrupt et explique son abandon de la scène nationale dans les années 1960. Même lorsque son petit parti décide de présenter un candidat à l'élection présidentielle de 1974, personne ne s'étonne de son effacement au profit de son adjoint, l'ancien typographe Émile Muller, député-maire de Mulhouse. De toute façon, et ce n'est peut-être dit que sur un mode mineur par les responsables du colloque, la mémoire de Max Lejeune reste entachée aux yeux d'une bonne partie de la population par ses options militaristes et brutales hostiles à toute remise en question de la logique coloniale. Une fois que le pays a accepté la logique de l'autodétermination et de la décolonisation, Max Lejeune ne peut plus jouer de rôle politique national. Il peut conserver un rôle régional et local, mais cela lui est de plus en plus difficile de le faire en se rattachant à une gauche mettant de plus en plus en avant des thèmes internationalistes, universalistes et pacifistes. Au moins, Lejeune ne cherche pas à biaiser et maintient ses convictions, adaptant ses ambitions et ses activités aux possibilités que lui offre le moment présent, mais sans jamais se renier quant au fond.